



Construction d'un nouvel EMS à Bussigny  
Fondation les Baumettes

Appel d'offres CFC 292 Ingénieur civil

Raison sociale du soumissionnaire :

---



## A Organisation et généralités

### O Organisation

Maître d'ouvrage Fondation Les Baumettes  
Avenue des Baumettes 120  
1020 Renens

Architectes **COMAMALA ISMAIL ARCHITECTES**  
1, quai de la Sorne  
2800 Delémont  
T 032 422 83 81  
[soumission@cois.ch](mailto:soumission@cois.ch)

- 1 **Pouvoir adjudicateur** Fondation Les Baumettes  
Avenue des Baumettes 120  
1020 Renens
- 2 **Type de procédure** Procédure ouverte – marchés soumis aux traités internationaux
- 3 **Type de marché** Services
- 4 **Objet et forme du marché** CFC 292 ingénieur civil
- 5 **Délai d'exécution** Début des prestations : Février 2021  
Fin des prestations : Décembre 2024
- 6 **Compétences requises** La procédure est ouverte à tous les ingénieurs civils établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :  
  
A être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'ingénieur des Ecoles Polytechniques Fédérales (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence,  
  
ou  
  
B être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Fondations des registres suisses des ingénieurs, des architectes et des techniciens (REG A ou REG B) ou dans un registre équivalent.
- 7 **Langue** Le français pour toute la procédure de passation de l'offre et de l'exécution.
- 8 **Renseignements** Les soumissionnaires peuvent adresser des questions écrites auprès des architectes, à la même adresse ou par e-mail ou directement sur simap au plus tard jusqu'au **vendredi 21 décembre 2020**.  
Aucun renseignement ne sera donné par téléphone. Les questions et les réponses seront envoyées par e-mail dans la mesure du possible dans un délai de 5 jours.
- 9 **Visite des lieux** Il n'y aura pas de visite des lieux. Les soumissionnaires ont la possibilité de visiter les lieux librement.



- 10 Remise des offres** Les offres doivent être **envoyées au plus tard le 20 janvier 2020** (La date du timbre fait foi) à l'adresse suivante :

COMAMALA ISMAIL ARCHITECTES  
1, quai de la Sorne  
2800 Delémont

Les attestations requises seront remises en même temps que les offres.

Dossier expédié par la poste : le candidat doit suivre l'envoi et avertir l'organisateur immédiatement en cas de panne de livraison éventuelle. Sans ça, il supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai sera rigoureusement refusé, sans recours possible du concurrent.

- 11 Forme des offres** Il est demandé un exemplaire du dossier sous forme de papier non agrafé et non relié.

Toutes les enveloppes et emballages doivent porter la mention suivante :

EMS Bussigny - Appel d'offres  
CFC 292 Ingénieur civil – ne pas ouvrir

- 12 Recevabilité et exclusion** Les offres qui sont arrivées en retard ou proviennent d'un concurrent dont le siège social se trouve dans un pays qui n'offre pas la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002), sont considérées non-recevables.

Les offres incomplètes ou ne respectant pas les conditions de cet appel d'offres seront exclues de la procédure.

- 13 Offres partielles** Les offres partielles sont interdites. Elles doivent, sous peine d'exclusion, être transmises de manière complète et claire et être conformes aux documents d'appel d'offres. Le soumissionnaire ne peut pas corriger ou modifier les documents d'appel d'offres, sous peine d'exclusion. Toutes les prestations mises en concurrence doivent être offertes, sous peine d'exclusion.

- 14 Conflit d'intérêt** Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé, est en relation d'affaire important ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

Aucun bureau d'ingénieur a été impliqué dans quelconques études préalables en lien avec ce marché.

- 15 Propriété des documents** Tous les documents déposés par le candidat deviennent la propriété exclusive de l'adjudicateur. Les droits des documents déposés par le candidat restent au candidat. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

- 16 Ouverture des offres** L'ouverture des offres n'est pas publique. Un procès verbal de l'ouverture sera établi et transmis sur demande.



- 17 Variantes** Les variantes sont interdites.
- 18 Délai de validité des offres** 12 mois à compter du dépôt de l'offre. En cas de dépassement du délai, seul le renchérissement sera pris en compte.
- 19 Voies de droit** Les présents documents d'appel d'offres peuvent faire l'objet d'un recours dans un délai de 10 jours dès leur communication au soumissionnaire.
- Le recours doit contenir une motivation et des conclusions, il doit être adressé en deux exemplaires à la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Avenue Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne.
- 20 Communauté de soumissionnaires** Pour ce marché, l'association d'entreprises est admise. La forme de la communauté devra être celle de la société simple (art. 530ss CO). Les membres de la société simple répondent solidairement à l'égard du maître d'ouvrage de la bonne et fidèle exécution du mandat adjugé. Ils devront être présentés de manière exhaustive dans l'offre. L'entreprise pilote est responsable de la société simple. Elle représente valablement la société simple à l'égard du maître d'ouvrage tant pendant la procédure de soumission que postérieurement à la décision d'adjudication. Sur le chantier, la société simple est valablement représentée par l'entreprise pilote ainsi que par leurs remplaçants. Avant l'adjudication, un contrat devra être conclu entre les associés et remis au pouvoir de l'adjudicateur. Dans le cas où un partenaire de la société simple cesse son activité pour n'importe quel motif (p. ex. la faillite ou une procédure de sursis concordataire), donne sa démission pour justes motifs au sens de l'article 545 al. 2 CO ou encore est exclu pour justes motifs par les autres associés, la société simple continue. Les partenaires restants s'engagent ainsi à continuer la société simple et l'exécution du contrat conclu avec le maître d'ouvrage. La part de l'associé sortant accroît celle des associés restants, en proportion de leur participation antérieure. L'associé partant demeure responsable même après sa sortie des obligations que la société simple et lui-même ont contractées, avant sa sortie, vis-à-vis du maître d'ouvrage. En cas de liquidation, de procédure de faillite ou de sursis concordataire de l'un ou l'autre des membres de la société simple, le contrat peut être résilié avec effet immédiat par le maître d'ouvrage. Ce dernier pourra aussi décider de le poursuivre avec la société simple formée conformément à ce qui a été dit ci-dessus ou avec l'ancienne société simple pour autant qu'un accord puisse être trouvé avec les organes de la liquidation officielle. Le contrat peut également être résilié par le maître d'ouvrage lorsque le mandataire devient pour toutes autres raisons, avec ou sans sa faute, incapable de terminer l'ouvrage. Les autres causes de résiliation prévues par la loi sont réservées. Le droit du mandant de réclamer des dommages et intérêts à l'adjudicataire est réservé.
- Chaque membre de la société simple doit satisfaire aux critères d'aptitude et aux critères d'exclusion du marché. Toutefois, pour le critère d'aptitude de la capacité générale du soumissionnaire d'exécuter les prestations/travaux mis en soumission, l'évaluation portera sur l'ensemble des membres de la société simple.
- 21 Sous-traitance** La sous-traitance n'est admise pour autant que cela ne nuise pas à la saine et efficace concurrence et que cela ne crée pas une position cartellaire. La liste des éventuels sous-traitants est à fournir, cf. au chapitre « F. documents à fournir ». Le soumissionnaire n'a pas le droit de



sous-traiter une partie ou la totalité du marché sans l'accord du maître d'ouvrage.

- 22 Dispositions du marché public** Le marché est soumis à l'Accord OMC du 15 avril 1994 (AMP), à l'Accord intercantonal sur les marchés publics des 25 novembre 1994/15 mars 2001 (AIMP), à la Loi cantonale vaudoise du 24.06.1996 sur les marchés publics et au Règlement cantonal vaudois du 07.07.2004 sur les marchés publics.
- 23 Auditions des soumissionnaires** Pour assurer la bonne compréhension des offres, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de besoin auditionner le ou les soumissionnaires les mieux placés après une première analyse des critères d'adjudication. Au surplus, le pouvoir adjudicateur pourra exiger des soumissionnaires des explications écrites sur l'offre, notamment les bases de calcul. Si le document d'appel d'offre n'est pas clair, le soumissionnaire doit demander par écrit des explications à l'adjudicateur. Ces explications devront être formulées avant le dépôt de l'appel d'offre (cf. art. 8).
- 24 Conditions de paiement** Les demandes d'acomptes ne se font que sur des travaux terminés et contrôlés par la direction des travaux. Les situations seront payées à 60 jours. Pour les soumissionnaires étrangers provenant d'Etats signataires de l'accord OMC sur les marchés publics, toutes les taxes et éventuels impôts doivent être inclus dans le prix de l'offre. Les paiements se feront à 60 jours.
- 25 Interruption de la procédure** Le pouvoir adjudicateur peut interrompre la procédure de passation et renoncer à l'adjudication, respectivement révoquer la décision d'adjudication et résilier le contrat de mandat en cas de refus des autorisations administratives liées au projet, ainsi qu'en cas d'absence ou d'insuffisance du financement. En cas d'interruption de la procédure, aucune indemnité n'est due aux soumissionnaires. Toutefois, si la décision d'adjudication est révoquée après le début du mandat, respectivement si le mandat est résilié, l'adjudicataire a droit au paiement des prestations exécutées conformément au contrat de mandat, à l'exclusion de toute autre ou plus ample rémunération ou indemnité.
- 26 Négociations** Les négociations sont exclues.
- 27 Renseignements auprès des tiers** Le soumissionnaire autorise le pouvoir adjudicateur par ses mandataires à demander et à obtenir des renseignements écrits ou oraux auprès de ses clients actuels et passés (maître de l'ouvrage). Le pouvoir adjudicateur est ainsi autorisé à contrôler toutes les références du soumissionnaire, même si elles ne sont pas mentionnées dans l'offre comme références pour des mandats similaires. Le soumissionnaire collaborera au besoin avec le pouvoir adjudicateur à la recherche des informations désirées. Les informations obtenues par le pouvoir adjudicateur peuvent jouer un rôle au niveau des critères d'aptitude et des critères d'adjudication.
- 28 Offres anormalement basses** En cas d'offre anormalement basse, le pouvoir adjudicateur peut demander des explications au soumissionnaire, en garantissant notamment la qualité de la prestation dans le respect de la loi, du prix adjugé, des délais contractuels et des conditions prévues dans les documents d'appel d'offres. En cas de soupçon que cette garantie ne pourra pas être fournie par le soumissionnaire, le pouvoir adjudicateur est autorisé à exiger la fourniture de la garantie de bonne exécution pour un montant de 100% du prix total net de l'offre. En cas de non remise de cette ou de ces garanties,



l'offre sera exclue de la procédure d'adjudication.

Le maître de l'ouvrage peut également renoncer à exiger ces garanties et exclure le soumissionnaire de la procédure s'il estime que la bonne et fidèle exécution du marché est mise en danger malgré ces garanties.

- 29 Priorité des documents de soumission** Les documents de soumission sont, dans l'ordre de priorité, les suivants :
1. L'appel d'offres paru sur simap.ch.
  2. Les documents d'appel d'offres.
  3. Le droit des marchés publics (cf. ci-dessus art. 22).
  4. Les normes et directives en vigueur de la SIA.
  5. Le Code des obligations.
- L'ordre ci-dessus est la base pour un futur contrat avec l'adjudicataire. Le droit des marchés publics et le Code des obligations sont impératifs.

- 30 Droit applicable** Le droit applicable à l'offre est le droit suisse.

- 31 Contenu et modalités de l'offre** Tous les documents demandés doivent impérativement (sous peine d'exclusion) faire partie de l'offre.

Le soumissionnaire doit en particulier utiliser le présent formulaire ainsi que diverses annexes pour remplir son offre. Ces documents correspondent à des indications prises en compte pour l'examen des critères d'aptitude et des critères d'adjudication. En cas de doute sur le contenu et le sens de ces documents et critères, le soumissionnaire questionnera le pouvoir adjudicateur afin de s'assurer qu'il a bien compris ce qui est demandé dans l'offre. Les documents d'offre doivent être remplis soigneusement par le soumissionnaire.

L'offre doit être déposée impérativement sur support papier. Le maître d'ouvrage se réserve d'exiger l'envoi des preuves d'aptitude et du respect des conditions de participation.

Aucune indemnité ne sera octroyée aux soumissionnaires pour l'établissement de l'offre et de ses annexes.

Dans les limites prévues par la législation en matière de marchés publics, le maître de l'ouvrage garantit le traitement confidentiel de l'offre.

- 32 Assurance RC** Le Maître d'Ouvrage exigera de la part de l'adjudicataire une couverture d'assurance RC minimale de :
- a. CHF 2'000'000.- par événement pour lésions corporelles et dégât matériels.
  - b. CHF 5'000'000.- par événements pour dommages économiques et défauts d'ouvrages.

- 33 for juridique** Seuls les tribunaux civils du **lieu d'exécution, soit Bussigny**, sont compétents pour connaître sur le plan civil des litiges relatifs à la relation de soumission. Les voies de droit administratives sont réservées (cf. ci-dessus art. 19).



## B Conditions de participation

- 1 Aptitude** Tout soumissionnaire doit remplir au moins les conditions suivantes:
1. avoir une capacité financière suffisante par rapport à l'ampleur du marché
  2. être inscrit au registre du commerce
  3. être solvable et s'acquitter régulièrement des contributions publiques

L'adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger que les soumissionnaires lui remettent à leurs frais, soit avant l'adjudication, soit avant ou après la conclusion du contrat, une garantie de bonne exécution et de bonne fin de mandat de 20% du montant total net de l'offre.

En cas d'indices d'inaptitude, de difficultés financières ou d'insolvabilité du soumissionnaire ainsi que d'offre anormalement basse, le montant de ces garanties pourra s'élever à 100% du montant total net de l'offre.

- 2 Exigences sociales et professionnelles** Une autodéclaration (cf. annexes P1, P6, P7) doit être jointe à l'offre, attestant que le soumissionnaire respecte les dispositions relatives à la protection des travailleurs et aux conditions de travail au lieu d'exécution des travaux ou au lieu de leur siège au domicile en Suisse, en particulier en ce qui concerne le respect des dispositions légales relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes, notamment en matière d'égalité salariale, et qu'ils sont en règle avec le paiement des cotisations et des contributions sociales.

Les documents d'appel d'offres doivent contenir les exigences concernant le respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs, notamment le respect du paiement des cotisations et contributions sociales. Pour satisfaire à ces prescriptions, chaque soumissionnaire doit renvoyer l'autodéclaration dûment remplie et signée à l'adjudicateur avec sa soumission. De plus, le soumissionnaire annexera les justificatifs demandés.

- 3 Renseignements complémentaires concernant le soumissionnaire** L'adjudicateur se réserve le droit de demander, après la rentrée de l'offre, d'autres renseignements ou documents mentionnés à l'annexe 3 de l'ordonnance fédérale sur les marchés publics :
- Les attestations concernant le paiement des impôts cantonaux, communaux et fédéraux
  - L'extrait du registre du commerce
  - L'extrait de l'Office des poursuites et faillites
  - Les bilans et comptes de pertes et profits des 3 dernières années

Des autres preuves prévues dans l'ordonnance fédérale sur les marchés publics peuvent également être exigées si le pouvoir adjudicataire le juge utile. Le soumissionnaire disposera d'un délai de cinq jours pour apporter les renseignements complémentaires et fournir les documents demandés. A défaut, l'offre sera considérée comme incomplète.



## C Cahier des charges et calcul d'honoraires

**1 Description générale de l'ouvrage/délais** L'ouest de la commune de Bussigny voit l'émergence d'un nouveau quartier d'envergure sur une quarantaine d'hectares. Il accueillera à terme 2'800 habitants/emplois. Le plan partiel d'affectation (PPA) prévoit des logements, un complexe scolaire et sportif, un établissement médico-social (EMS), des commerces et des équipements socio-culturels. Les premiers habitants ont pris possession de leur logement dans la partie nord depuis mars 2019. La Municipalité veut créer ici un quartier socialement dynamique pleinement intégré à la vie locale. La parcelle 3361 est propriété de la commune.

La commune de Bussigny étant une des cinq communes fondatrices de la Fondation les Baumettes (Renens, Chavannes, Crissier, Bussigny et Ecublens), elle a décidé de lui confier le projet de construction de l'EMS Bussigny, puis son exploitation. La commune reste propriétaire du terrain et le met à disposition de la Fondation les Baumettes sous forme de droit de superficie (DDP).

Le projet de construction d'un EMS de 52 lits et d'un CAT de 7 places, fait partie du programme intentionnel d'investissements (PIMEMS) jusqu'en 2022, adopté le 13 juin 2018 par le Conseil d'Etat.

La Fondation les Baumettes a procédé à un concours d'architecture ouvert selon le règlement SIA 142 pour trouver le projet adéquat en fonction de ses objectifs. Le bureau COMAMALA ISMAIL ARCHITECTES a gagné ce concours. Les architectes proposent un seul volume rectangle avec une cour intérieure.

La disposition du programme est logique et rationnelle. Le rez-de-chaussée accueille les espaces collectifs : le restaurant, la cuisine, la cafétéria, le CAT. Le rez inférieur reçoit des locaux pour le personnel et le stockage. Aux étages, se trouvent les espaces privés et semi-privés.

La surface de plancher du bâtiment est de env. 4'000 m<sup>2</sup>. Le bâtiment est soumis à l'exemplarité de l'Etat (art.24 RLVLene). Cette exemplarité implique un certain nombre de spécificités, en particulier dans le domaine du développement durable (Directive pour l'efficacité énergétique et la durabilité des bâtiments et constructions).

Le terrain destiné à recevoir le futur EMS est situé dans les dépôts glacio-lacustres qui ont des caractéristiques géotechniques médiocres à mauvaises (cf. rapport géotechnique préliminaire en annexe). Le projet se situe dans la moraine de fond. La moraine est surmontée par une épaisseur de 25 m de dépôts glacio-lacustres.

La séquence suivante a été rencontrée dans les 2 forages réalisés pour le projet EMS et dans le forage immédiatement voisin au NE pour le projet de centre scolaire:

- sol / remblai
- dépôts glacio-lacustres
- moraine de fond

Les dépôts glacio-lacustres ne sont pas consolidés entre 5 m, voire moins et 20 à 22m de profondeur. Vers le bas, le passage vers la moraine est progressif et la compacité du terrain s'améliore déjà dans les dépôts glacio-lacustres.





**2 Prestation de l'ingénieur civil** Le Maître d'ouvrage attend du mandataire qu'il fournisse les prestations d'ingénieur civil selon le règlement SIA 103 (2014) pour la construction d'un nouveau bâtiment selon les plans en annexe. Précisément les prestations ordinaires selon le tableau ci-dessous sont demandées.

31	8 %	Avant-projet
32	22 %	Projet de l'ouvrage
33	2%	Permis de construire
41	10 %	Appels d'offres et comparaison, propositions d'adjudication
51	48 %	Projet d'exécution
52	7 %	Réalisation de l'ouvrage
53	3 %	Mise en service
<hr/>		
100 %		Prestations ordinaires de l'ingénieur civil

Les prestations en lien avec la récolte des données pour les justificatifs nécessaires pour l'obtention du permis de construire (y c. certificat Minergie-P-eco®) font partie des prestations incluses dans l'offre.

L'ingénieur proposera des solutions techniques performantes et économes du point de vue de l'exploitation. A la demande du maître d'ouvrage, le mandataire établira les comparatifs techniques et financiers nécessaires à ces décisions.

Les prestations des phases 51, 52, 53 ne seront effectuées qu'après l'approbation du projet par le législatif. En cas de refus, le mandat se termine avec la phase 41 (appels d'offres)

**3 Documents à disposition pour l'établissement de l'offre**

- Plans de l'avant-projet 1/200
- Descriptif des matériaux
- Directive pour l'efficacité énergétique et la durabilité des bâtiments et constructions
- Rapport géotechnique préliminaire du 30.01.20
- Annexe 1
- Annexe 2
- Annexe 5
- Annexe P1
- Annexe P6
- Annexe P7
- Annexe Q1
- Annexe Q6
- Annexe R15
- Annexe T4



**4 Structure pour le calcul d'honoraires** Le montant déterminant pour les honoraires a été estimé par le maître d'ouvrage et sera adapté au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux.

B	Somme déterminante pour les honoraires (HT)	*) 3'050'000.-
p	Facteur de base pour le temps nécessaire	0.125
n	Degré de difficulté	à définir
q	Part de prestations ordinaires selon SIA 103 (2014)	100%
r	Facteur d'ajustement	à définir
h	taux horaire moyen	à définir
i	Facteur de groupe	à définir
s	Facteur pour prestations spéciales	à définir
Tp	Temps prévu	selon calcul
H	Honoraires en francs (HT) y c. prestations spéc.. **)	selon calcul

\*) y compris terrassements et fondations

\*\*) Prestations spécifiques comprises dans l'offre au tarif coût:

Phase 31

- Elaboration d'un concept structurel général.
- Estimation des coûts de construction prévisibles et d'entretien.
- Participation à l'élaboration du cahier d'avant-projet de l'architecte comprenant les principes structurels et l'estimation du coût.

Phase 32

- Participation à l'élaboration du cahier de projet définitif de l'architecte, comprenant les coûts d'exploitation et d'entretien.
- Elaboration de modifications du projet en vue d'une réduction des coûts, en cas d'écart important avec l'estimation des coûts de l'avant-projet, pour autant que celui-ci ne soit pas la conséquence de demandes supplémentaires du Maître de l'ouvrage.

Phase 41

- Gestion des appels d'offres selon les procédures des marchés publics.
- Analyse comparative de variantes d'entrepreneurs.

Phase 53

- Etablissement des plans de révision conformes à l'ouvrage réalisé.
- Collaboration à la réalisation de la plaquette du Maître de l'ouvrage, à l'exception des plans de publication.
- Vérification de l'ouvrage avant échéance du délai de garantie de deux ans.

Il n'y aura pas d'adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix. Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

<b>5 Planning intentionnel</b>	- Attribution du mandat	février 2021
	- Avant-projet	juin 2021
	- Projet	décembre 2021
	- Devis général avec 80% des offres rentrées	juin 2022
	- Mise à l'enquête	juillet 2022
	- Début des travaux	novembre 2022



## D Critères

- |   |  |
|---|--|
| <p><b>1 Structure, organisation, expérience</b><br/><b>32%</b></p> <p><b>2 Stratégie et concept</b><br/><b>20%</b></p> <p><b>3 Références</b><br/><b>18%</b></p> <p><b>4 Prix de l'offre</b><br/><b>30%</b></p> | <p>Il est demandé des renseignements selon les explications en annexe 1.</p> <p>Proposition d'une stratégie selon concept à rendre par le soumissionnaire. Il doit expliquer le concept proposé sur une page max. A3 (texte, photos et schémas). Le soumissionnaire indiquera comment il perçoit les prestations à exécuter en mettant en évidence, les difficultés principales et sensibles liées à l'exécution du marché en fonction de la géologie difficile et la manière dont il entend les résoudre, ainsi que les mesures visant à optimiser les coûts.</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter deux références d'objets réalisés dans les 10 dernières années sur une page A4 (texte, photos et schémas) par objet en rapport avec ce projet en particulier en fonction de la taille et la fonction du projet. Il rempli en plus un formulaire Q6 par référence.</p> <p>Pour 100% des prestations selon le règlement SIA 103 (2014)<br/>Montant de l'offre 20%<br/>Crédibilité de l'offre 10%</p> |
|---|--|

Dans la mesure où l'enveloppe avec le critère 4 (prix de l'offre) ne peut être ouverte qu'après évaluation et consignation dans un rapport des mérites des trois critères 1, 2 et 3, un jugement qualitatif des offres est assuré indépendamment de leur prix.



## E Evaluation

**Evaluation des offres** L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

**Méthode d'évaluation** L'évaluation du montant se fera selon la méthode suivante :

$$\text{Note offre} = 5 + \frac{(\text{Montant offre moins chère} - \text{montant offre considérée}) \times 5}{(\text{Montant offre moins chère divisé par deux})}$$

L'évaluation de la crédibilité de l'offre se fera selon la méthode de notation du temps consacré selon les recommandations de la CROMP (annexe T4) suivante :

Plus le soumissionnaire s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté. L'adjudicateur a fixé de part et d'autre de la moyenne un pourcentage entre +20% et -10% à partir duquel le montant proposé par un candidat recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un montant offert qui est au-delà de 100% et à un montant qui se trouve en dessous de 50% de part et d'autre de la moyenne. Si le nombre d'offres rentrées est inférieur à 5, le montant moyen correspond à celui calculé par le MO préalablement au dépôt des offres.

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note).

Les notes attribuées lors de l'évaluation d'un critère déterminent que le candidat a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé dont le contenu

- note 1 ne répond pas aux attentes.
- note 2 ne répond que partiellement aux attentes.
- note 3 répond aux attentes minimales, mais présente aucun avantage par rapport aux autres candidats.
- note 4 répond aux attentes et qui présente quelques avantages par rapport aux autres candidats.
- note 5 répond aux attentes et qui présente beaucoup d'avantages par rapport aux autres candidats.

La note 0 attribuée lors de l'évaluation d'un critère détermine que le candidat n'a pas fourni l'information demandée, ou dont le contenu du dossier ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères et se réserve le droit d'utiliser des demi-points. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

**Comité d'évaluation** Le comité d'évaluation est composé des membres suivants :

- \_M. Christian Fonjallaz, directeur de la Fondation les Baumettes
- \_M. Vincent Messarra-Yang, architecte au DSAS
- \_M. Cédric Dubois, Ingénieur civil EPFL
- \_M. Toufiq Ismail-Meyer, COMAMALA ISMAIL ARCHITECTES



## F Documents à fournir

- 1 **Calcul des honoraires** annexe 2 dûment remplie dans une enveloppe cachetée
- 2 **Qualification/expérience personnes clé** annexe 1 dûment remplie avec copie des diplômes
- 3 **Organisation de base** annexe Q1 remplie
- 4 **Contribution au développement durable** annexe 5 remplie
- 5 **Proposition de concept** en forme de textes, schémas et photos sur max. une feuille A3
- 6 **deux références récentes** en rapport avec ce projet sur maximum une feuille A4 par référence  
annexe Q6 dûment remplie par référence
- 7 **Le présent document** dûment rempli et signé
- 8 **Autodéclaration** annexe P1 remplie et signée  
annexe P6 remplie et signée  
annexe P7 remplie et signée
- 9 **Liste des éventuels sous-traitants** seulement en cas de besoin (annexe R15 remplie et signée)

## G Engagement

Par sa (leur) signature(s) à la fin de ce chapitre l'entreprise (toutes les entreprises du consortium) :

- Confirme connaître parfaitement et entièrement les clauses stipulées dans la présente soumission.
- Déclare avoir reçu tous les renseignements nécessaires pour l'établissement de l'offre, après avoir pris connaissance des conditions et du cahier des charges de la présente soumission.
- Confirme que les indications, informations et preuves fournies dans et avec son offre sont exactes et conformes à la réalité.

Lieu et Date \_\_\_\_\_

Timbre et signature du soumissionnaire \_\_\_\_\_